



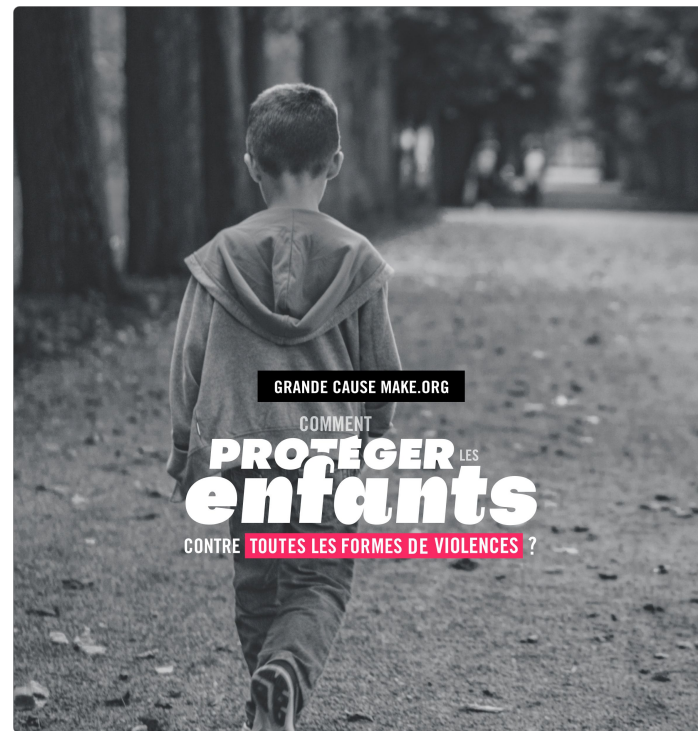
GRANDE CAUSE MAKE.ORG

Rapport de la consultation “Comment protéger les enfants contre toutes les formes de violences ?”

Janvier 2021

Sommaire

Qui sommes-nous ?	3
Pourquoi cette consultation	4
La coalition des partenaires de la Grande Cause	5
Partie 1 : Panorama de la consultation	6
Les chiffres clés de la consultation	7
Données socio-démographiques des participants	8
Principaux enseignements	9
Les thèmes cités dans la consultation	10
Les acteurs cités dans la consultation	11
Partie 2 : Les idées plébiscitées par les citoyens	12
Méthodologie	13
Les 4 axes plébiscités	14
Axe 1 : Procédures judiciaires et sanctions	15
Axe 2 : Signalement et détection	18
Axe 3 : Sensibilisation, prévention	22
Axe 4 : Prise en charge	26
Partie 3 : Les idées controversées	30
La consultation [Enfants & Ados]	33
La consultation Ramsay Santé : harcèlement scolaire	36



Qui sommes nous ?

Make.org est **une plateforme citoyenne leader de la Civic Tech européenne**, dont la mission est d'engager les citoyens dans la transformation positive de la société.

Make.org a développé une plateforme unique de consultation massive, capable de toucher plusieurs millions de personnes. En répondant à une question ouverte, chacun peut faire des propositions et voter sur celles des autres participants. Les algorithmes que nous avons développés permettent d'identifier, dans le rapport final, **les idées plébiscitées par le plus grand nombre**. Notre système a été conçu pour empêcher des individus ou des groupes d'intérêt de fausser les résultats ("trolling").

Enfin, comme l'exprime notre **Charte éthique**, Make.org est une plateforme démocratique, civique et européenne, neutre, indépendante, transparente et respectueuse des données personnelles. Une ambition assurée par une gouvernance approfondie, et contrôlée plusieurs fois par an par un Conseil Éthique indépendant.



1^{ère} partie

Panorama de la consultation

Pourquoi cette consultation ?

Les chiffres sont douloureux, et encore trop méconnus, mais ils reflètent le quotidien de nombreuses victimes : en France, 80 enfants ont été tués en 2018 dans le cadre intrafamilial. Un tous les quatre jours. Plusieurs dizaines de milliers de filles et de garçons subissent chaque année des viols ou tentatives de viols. 1 Français sur 10 déclare avoir été victime d'inceste. 700 000 élèves sont victimes de harcèlement scolaire, et plus de la moitié d'entre eux subissent des actes de cyberviolence. Par ailleurs, selon l'Unicef, près de trois millions d'enfants (un sur cinq) vivent sous le seuil de pauvreté, ce qui constitue également une forme de violence.

La crise du Covid-19 a exacerbé l'ampleur de ces drames, avec une réalité alarmante pendant le confinement du printemps 2020 : le Service national d'accueil téléphonique de l'enfance en danger (le numéro 119) a enregistré une augmentation de 56,2% des appels par rapport à 2019.

C'est pourquoi Make.org, avec la **Fondation Kering, la Banque Postale, Mediatransports, Bayard Jeunesse** et l'ensemble des associations et médias partenaires, a lancé la Grande Cause de la société civile pour la Protection de l'Enfance, soutenue par **le Secrétaire d'Etat chargé de l'Enfance et des Familles, Adrien Taquet**.

Et parce que nous sommes convaincus que rien ne se fera sans la participation massive des citoyens, la Grande Cause a commencé par une consultation citoyenne nationale, du 23 septembre au 22 novembre 2020.

En parallèle, Make.org a mené, en partenariat avec Bayard Jeunesse, une consultation spécifiquement conçue pour les enfants et adolescents de 8 à 16 ans ; et avec la Fondation Ramsay Santé, une consultation spécifique pour lutter contre le harcèlement scolaire.

Les résultats de ces consultations permettront, d'une part, de bâtir un plan d'actions de la société civile ; et d'autre part de nourrir les discussions des futurs Etats généraux de l'Enfance.

Il n'est plus temps de s'indigner. Il n'est plus temps d'attendre. Il est plus que jamais temps, en revanche, d'unir nos forces et d'agir collectivement pour lutter contre ce fléau.

La coalition des partenaires de la Grande Cause pour la Protection de l'Enfance



Les chiffres clés de la consultation

Consultation réalisée, sur une durée de 8 semaines, du 23/09/2020 au 22/11/2020

Question : Comment protéger les enfants contre toutes les formes de violences ?



70 923

participant(e)s



4 293

propositions déposées

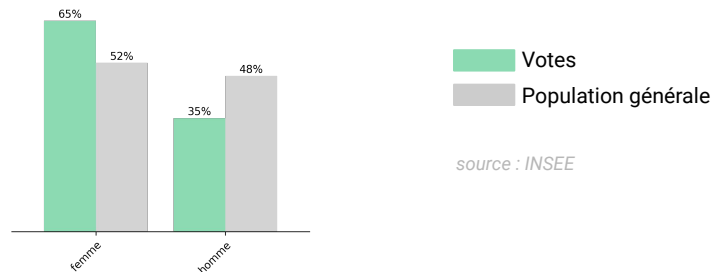


508 536

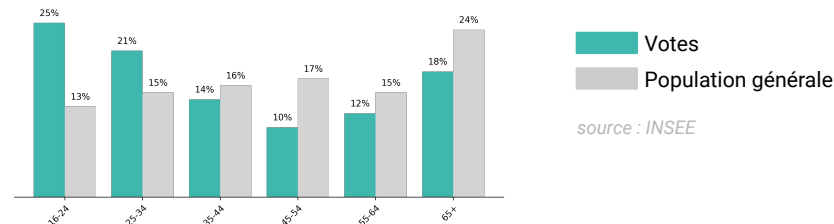
votes sur l'ensemble des propositions

Répartition de la participation (par genre, âge et région)

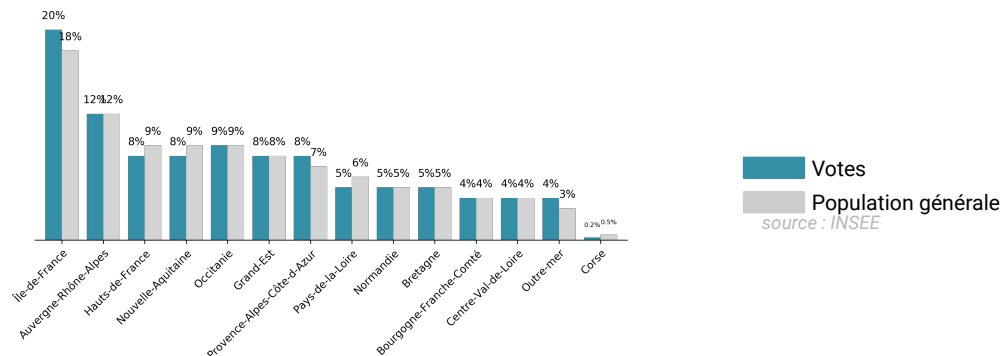
Participation par genre



Participation par âge



Participation par région



Principaux enseignements

1.

Une participation importante : plus de 70 000 citoyens ont pris part à la consultation. La participation a été davantage marquée chez les femmes et les moins de 35 ans ; elle s'est répartie équitablement entre les territoires.

4.

Des **solutions concrètes** ont été identifiées au sein des idées plébiscitées sur : l'évolution de la **manière d'auditionner les enfants** lors des procédures judiciaires ; l'accessibilité des **outils de signalement** ; le **remboursement des soins** ou encore l'amélioration du **suivi des enfants** placés et des jeunes majeurs à leur sortie de l'ASE.

2.

Les citoyens plébiscitent 4 thématiques :

Les **procédures judiciaires** et les sanctions ; les **moyens de détection** et de signalement ; la **sensibilisation** et la prise en charge des **victimes**.

5.

Six idées citoyennes ont suscité la controverse : le **permis de procréer** ; le **suivi** rigoureux et obligatoire **de tous les parents**, la normalisation de la **castration chimique et de la stérilisation**, le rétablissement de la **peine de mort**, la place des **grands parents** au sein des familles et le **fort encadrement de certaines pratiques numériques**.

3.

De **nombreux consensus citoyens** ont émergé sur : la **formation des professionnels** de l'enfance à la détection des signes de violence, la **prévention** directe auprès des enfants, l'alourdissement des **sanctions**, l'amélioration du **fonctionnement de la Protection de l'enfance** ou encore les **moyens** donnés aux structures de protection des victimes.

Les principaux thèmes cités dans la consultation

20% des propositions parlent de sensibilisation et de prévention : sensibiliser l'ensemble de la population aux différents enjeux des violences infantiles et de diffuser massivement les pratiques à adopter en cas de violence.

Le sujet de la prise en charge couvre 16% de l'ensemble des propositions. Il est question de suivi des victimes par des professionnels de santé, de créer des structures de prise en charge, d'écoute et de repos ainsi que d'améliorer le fonctionnement des services sociaux.

10% des propositions évoquent de cibler la sensibilisation et la prévention dans les établissements scolaires : sur les violences, la parentalité, les situations anormales et les moyens d'agir et de se protéger.

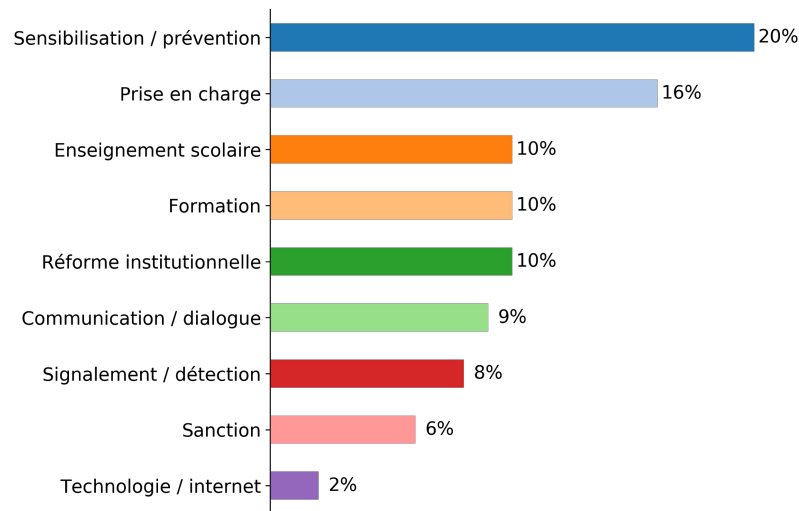
La formation est une solution présente dans 10% des propositions : elle concerne principalement les enseignants et les professionnels de santé mais également policiers et magistrats. Le sujet de la formation à la parentalité y est également présent dans une moindre mesure.

Des réformes juridiques et institutionnelles sont présentes dans 10% des propositions avec les sujets de la prescription, du consentement et d'un ministère de l'enfance.

9% des propositions interpellent sur la nécessité de mieux communiquer avec les enfants, notamment en légitimant leur parole et en créant des espaces de dialogue sécurisés.

Ce dont les Français parlent

(en % des 3861 propositions validées)



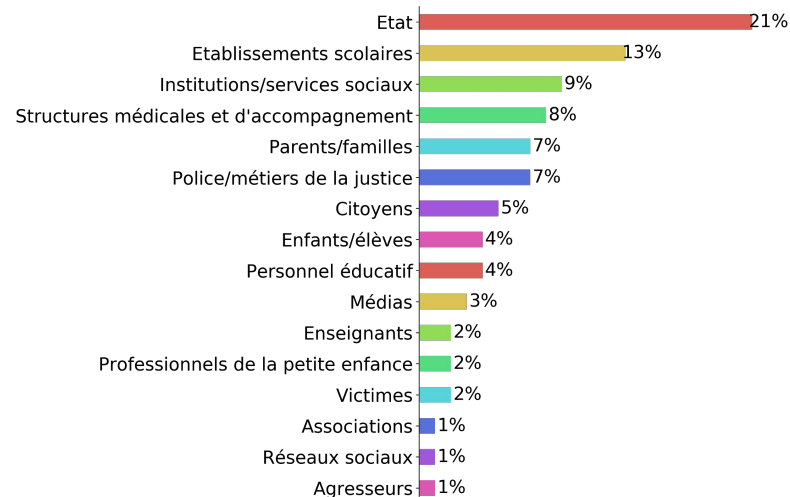
Les principaux acteurs cités dans la consultation

Les propositions de la consultation désignent un certain nombre de publics concernés, selon les participants, par les enjeux des violences faites aux enfants :

- **L'Etat est le premier acteur convoqué avec 21% de l'ensemble des propositions**, notamment concernant les évolutions du droit et les sanctions judiciaires. Il est également sollicité pour des aides financières à apporter aux structures d'accompagnement et d'hébergement des victimes.
- **Les établissements scolaires sont interpellés par 13% des propositions**, il s'agit principalement d'augmenter la prévention auprès des enfants mais également de mieux accompagner les victimes grâce à des outils de signalement adaptés et des professionnels spécialisés.
- **9% des propositions mentionnent les institutions, administrations et services sociaux** : il s'agit en grande majorité de la protection de l'enfance mais également de certains services sociaux spécifiques.
- **Les structures médicales d'accompagnement sont présentes dans 8% des propositions** : il est question d'en créer de nouvelles, d'améliorer leur fonctionnement et de leur donner plus de moyens.

Ce dont les Français parlent

(en % des 3861 propositions validées)



2^{ème} partie

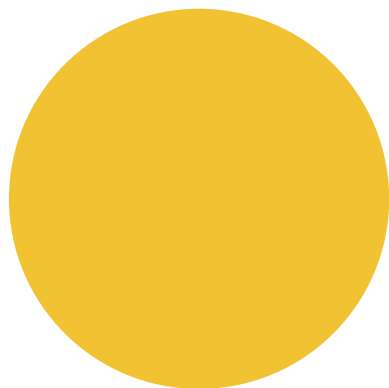
Les idées plébiscitées par les citoyens

Méthodologie



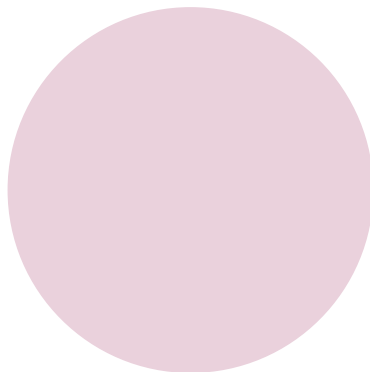
4 axes plébiscités

(en % des 623 propositions plébiscitées)



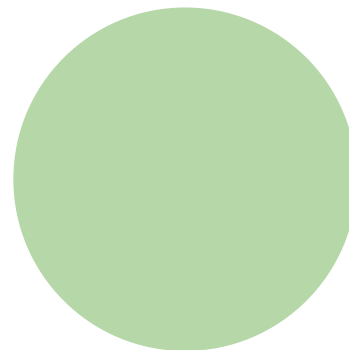
28%

Procédures judiciaires et sanctions



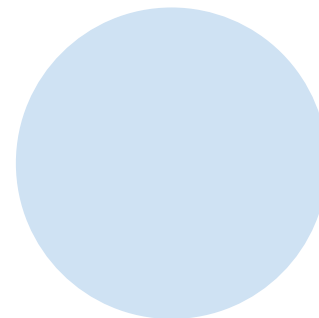
26%

Détection, signalement



24%

Sensibilisation, prévention



19%

Prise en charge

Axe 1 : Procédures judiciaires et sanctions

(28% des propositions plébiscitées)

Faire évoluer la loi sur les violences sexuelles et l'inceste

- Alourdir les peines pour les auteurs de violences
- Abolir la prescription
- Abolir la notion de consentement pour les mineurs
- Lutter contre la pédocriminalité en ligne
- Réaliser un fichier de délinquants sexuels
- Modifier certains aspects du droit des familles

Améliorer le suivi judiciaire des enfants

- Faire évoluer la manière d'auditionner les enfants
- Agir dès le premier signalement, accélérer les procédures
- Donner plus de moyens à la justice et aux juges
- Former policiers et magistrats afin d'améliorer la prise en charge des victimes
- Protéger les victimes et témoins en cas de plainte

Faire évoluer la loi sur les violences sexuelles et l'inceste

Les citoyens sont massivement d'accord pour :

Alourdir les peines pour les auteurs de violences, et considérer les atteintes et agressions sexuelles comme des crimes et non des délits

Abolir la prescription pour les violences sexuelles sur les enfants, notamment l'inceste

Abolir la notion de consentement pour les mineurs

Lutter contre la **pédocriminalité en ligne**

Réaliser **un fichier** de délinquants sexuels

Modifier certains aspects du **droit des familles**

Exemples de propositions plébiscitées :

Sylvie

Il faut alourdir les peines pour les pédocriminels ET instaurer des peines planchers ET imposer un suivi obligatoire à vie

90%

Marianne

Il faut annuler le délai de prescription pour les violences sexuelles, abus sur mineur. Ne pas oublier l'amnésie traumatique

90%

Guillaume

Il faut que les tribunaux considèrent qu'aucun enfant ne peut être consentant à des relations sexuelles avec un adulte

90%

magali

Il faut créer une véritable équipe de cyber-chasseurs de pédophiles, avec des moyens adaptés

88%

Estelle

Il faut lutter contre les récidives d'infractions sexuelles sur mineurs en inscrivant tous les auteurs dans le fichier judiciaire (FIJAIS)

91%

Christine

Il faut, dans les familles, éloigner l'agresseur, pas éloigner l'enfant victime (d'autres pays le font, par exemple le Canada).

92%

Améliorer le suivi judiciaire des enfants

Les citoyens sont massivement d'accord pour :

Former policiers et magistrats afin d'améliorer la prise en charge des victimes

Faire évoluer **la manière d'auditionner** les enfants

Agir **dès le premier signalement**, **accélérer** les procédures

Donner **plus de moyens** à la justice et aux juges

Protéger les victimes et témoins en cas de plainte

Exemples de propositions plébiscitées :

Morgane

Il faut améliorer la formation de la police et des magistrats, pour qu'une plainte/audition ne soit pas une nouvelle humiliation

89%

Face à l'inceste (ex AIVI)

Il faut une salle dédiée au recueil de la parole de l'enfant victime pour des enregistrements réutilisables par tous acteurs de la justice.

84%

12%

Marine

Il faut que les choses aillent plus vite quand il y a un signalement. Il y a trop d'étapes avant que l'enfant soit réellement protégé

90%

Angélique

Il faut que dès le premier signalement (fripe) la parole de l'enfant soit entendue, ne pas attendre qu'il y ait plusieurs alertes

87%

10%

Gérard

Il faut donner les moyens aux services sociaux et à la Justice pour identifier les cas de violences et intervenir plus rapidement.

86%

10%

gui

Il faut aider les mères qui osent dénoncer les violences faites aux enfants

91%

Axe 2 : Détection, signalement

(26% des propositions plébiscitées)

Former toute personne destinée à travailler auprès d'enfants à détecter les signes de violence

Améliorer les processus et les outils de détection et de signalement des violences

- Mettre en place un système de signalement centralisé, des procédures d'urgences et un numéro vert pour les victimes
- Donner des outils aux enfants pour faciliter le signalement (ex: boîte aux lettres)
- Rendre obligatoire le signalement des violences infantiles, notamment pour les professionnels
- Effectuer davantage de visites à l'improviste dans les familles à risque

Favoriser la prise de parole des enfants et les écouter davantage

- Encourager et légitimer la parole des enfants
- Créer des espaces de parole sécurisés (à l'école ou ailleurs)

Former toute personne destinée à travailler auprès d'enfants à détecter les signes de violence

Les citoyens sont massivement d'accord pour :

Former massivement les professionnels travaillant avec des enfants : enseignants, professionnels de santé, monde associatif, intervenants, animateurs sportifs...

Orienter fortement la formation sur la **détection des violences** : les signes visibles, invisibles, les changements comportementaux, les appels à l'aide explicites ou implicites...

Exemples de propositions plébiscitées :

Corinne

Il faut que le corps enseignant et associatif soit plus formé et accompagné pour détecter les enfants en danger

91%

Jeanne

Il faut former les personnels de la santé à reconnaître les troubles comportementaux, conséquences d'abus chez enfants et adultes

93%

Agnès

Il faut sensibiliser tous les intervenants auprès des enfants à détecter les violences (animateurs sportifs, centre de loisirs, ...)

92%

Anne

Il faut former, sensibiliser, médecins, professeurs aux signes d'appel d'un enfant qui va mal, apprendre à dépister la maltraitance

94%

Quoclac

Il faut former les enseignants et professionnels de l'enfance à détecter les signes d'agression subie par un enfant

94%

Françoise

Il faut former encore et encore les professionnel(le)s du secteur petite enfance au "dépistage" de la maltraitance

89%

Améliorer les processus et les outils de détection et de signalement des violences

Les citoyens sont massivement d'accord pour :

Donner **des outils aux enfants** pour faciliter le signalement, comme le système des **boîtes aux lettres**

Rendre **obligatoire le signalement** des violences infantiles, notamment pour les professionnels

Mettre en place un **système de signalement centralisé**, des procédures d'urgences, et un numéro vert pour les victimes

Effectuer davantage de **visites à l'improviste** dans les familles à risque

Exemples de propositions plébiscitées :

PopMoms

Il faut aider les enfants à signaler les violences subies à la maison ou à l'école (harcèlement) de manière non verbale, ex: via des stickers

88%

Association Les Papillons

Il faut mettre nos boîtes aux lettres dans les écoles et les clubs de sport pour aider les enfants à libérer leur parole.

85%

11%

Face à l'inceste (ex AIVI)

Il faut une obligation de signalement des professionnels de santé, police, justice ...

86%

11%

L'Enfant Bleu

Il faut un système centralisé des signalements judiciaires et administratifs pour les enfants en danger, pour renforcer le suivi des mineurs

88%

Sandrine

Il faut la mise en place d'une procédure d'urgence si un acteur (école, assistante sociale, médecin...) identifie un enfant maltraité

88%

nathalie

Il faut que les visites faisant suite à des signalements se fassent à l'improviste

82%

11%

Favoriser la prise de parole des enfants et les écouter davantage

Les citoyens sont massivement d'accord pour :

Légitimer la parole des enfants afin qu'ils se sentent capables de parler librement de leur situation.

Créer des **espaces sécurisés**, à l'école ou ailleurs, afin de permettre aux enfants de prendre la parole.

💬 Exemples de propositions plébiscitées :

hayette

Il faut faire comprendre aux victimes comme aux témoins la légitimité de s'exprimer/dénoncer, discréditer les tabous, ouvrir les dialogues - *Hayette*

90%

marion

Il faut écouter les enfants qui sont les principaux concernés et arrêter d'ignorer/de minimiser leur parole - *Marion*

87%

Mathilde

Il faut apprendre aux enfants que leur parole n'est jamais taboue ou inférieure et doit être entendue, quel que soit leur âge - *Mathilde*

90%

Bénédicte

Il faut encourager la parole libre et libérée des enfants, car même un propos anodin en apparence, peut révéler un danger potentiel - *Bénédicte*

87%

10%

Céline

Il faut instaurer des espaces de confiance et de dialogue, au sein des écoles, pour permettre davantage de parole sur les sujets sensibles

86%

11%

Nelly

Il faut créer des espaces de paroles protégés pour les enfants et adolescents - *Nelly*

89%

Axe 3 : Sensibilisation, prévention

(24% des propositions plébiscitées)

Sensibiliser les enfants, notamment à l'école

- Sur le rapport au corps, ce qui est normal ou pas
- Sur le harcèlement
- Sur leurs droits

Sensibiliser l'ensemble de la population aux violences infantiles et briser le tabou de l'inceste

- Faire de la protection de l'enfant une cause nationale
- Informer sur la non-assistance à personne en danger
- Briser le tabou sur l'inceste

Mieux sensibiliser et protéger face aux cyberviolences

Sensibiliser les enfants, notamment à l'école

Les citoyens sont massivement d'accord pour :

Faire davantage de **prévention** auprès des enfants sur toutes les formes de violences. Les sensibiliser :

Sur le **rapport au corps**, ce qui est normal ou pas

Sur le **harcèlement**

Sur leurs **droits**

Exemples de propositions plébiscitées :

Mathilde

Il faut apprendre aux enfants que leur corps leur appartient. Rien ne les oblige à faire un bisous, faire un calin s'ils n'en ont pas envie

94%

Quentin

Il faut faire plus de prévention dans les écoles sur l'ensemble des sujets : agressions physiques, morales, sexuelles, l'emprise...

90%

Capucine

Il faut faire plus de sensibilisation/prévention contre le harcèlement scolaire et ce, dès l'école primaire

93%

ISABELLE

Il faut informer les enfants dès leur plus jeune âge au sein des écoles, des clubs etc; des situations qui ne sont pas normales et en parler

90%

Hélène

Il faut briser le sceau de la honte et du secret. Les enfants victimes doivent savoir au plus tôt que non, ce n'est pas de leur faute

93%

Ra

Il faut informer les enfants à l'école sur leurs droits fondamentaux et leur apprendre comment et à qui signaler tout abus

91%

Sensibiliser l'ensemble de la population sur les violences infantiles et briser le tabou de l'inceste

Les citoyens sont massivement d'accord pour :

Faire de la protection de l'enfant une **cause nationale**

Informersur les **séquelles** physiques et psychologiques des violences infantiles

Informersur la **non-assistance** à personne en danger

Libérer la **parole sur l'inceste**

Exemples de propositions plébiscitées :

Ludivine

Il faut une campagne nationale de sensibilisation sur la protection de l'enfant, comme cela est fait sur la prévention routière, par exemple

87%

Damien

Il faut sensibiliser largement aux séquelles multiples, profondes, durables de ces maltraitements ET du silence qui les entoure trop souvent

89%

Johana

Il faut faire des campagnes médiatiques de prévention contre les violences éducatives ordinaires

85%

12%

Marthe

Il faut communiquer massivement sur l'obligation de signaler, et sur la non-assistance à mineur en danger que constitue le silence.

91%

MH

Il faut que le sujet de l'inceste puisse être nommé, discuté, reconnu dans la société, dans les médias, dans les familles, à l'école, etc

86%

Soline

Il faut parler de l'inceste. C'est parce que c'est la violence la plus taboue, la plus silencieuse, la plus gênante, qu'elle est si répandue

90%

Mieux sensibiliser et protéger face aux cyberviolences

Les citoyens sont massivement d'accord pour :

Sensibiliser la population sur les cyberviolences, **les dangers d'internet** et diffuser les numéros d'aide

Donner **plus de moyens** à la lutte contre le harcèlement en ligne

Adapter les **sanctions** pour responsabiliser les auteurs de cyberviolences

Exemples de propositions plébiscitées :

DELPHINE

Il faut faire de la prévention sur les dangers d'Internet

90%

Stéphanie

Il faut donner plus de moyens et organiser la lutte contre le cyber harcèlement

89%

Réseau Môm'artre

Il faut que chaque professionnel de l'enfance soit formé aux risques liés à l'image, aux réseaux sociaux et aux médias

86%

11%

e-Enfance

Il faut renforcer la protection des enfants sur Internet, en faisant connaître le 0800 200 000 qui aide enfants, parents et professionnels

88%

Pierre

Il faut des moyens pour condamner rapidement les agressions en ligne, afin qu'elles ne soient plus impunies.

85%

e-Enfance

Il faut développer des sanctions alternatives de responsabilisation pour les jeunes auteurs de cyberviolences

92%

Axe 4 : Prise en charge

(19% des propositions plébiscitées)

Améliorer le fonctionnement de la Protection de l'Enfance

- Harmoniser le fonctionnement de l'Aide Sociale à l'Enfance sur l'ensemble du territoire
- Donner plus de moyens aux acteurs de la Protection de l'Enfance
- Enquêter et contrôler davantage les centres et familles d'accueil
- Continuer le suivi des jeunes majeurs à leur sortie de l'ASE

Améliorer la prise en charge psychologique et matérielle des victimes

- Donner plus de moyens aux professionnels et aux structures d'accompagnement des enfants et victimes
- Mieux reconnaître et traiter les violences psychologiques
- Recruter davantage de professionnels spécialisés dans les écoles
- Considérer les enfants témoins de violences conjugales comme des victimes

Mieux prendre en charge et accompagner les personnes violentes ou à risque

Améliorer le fonctionnement de la Protection de l'Enfance

Les citoyens sont massivement d'accord pour :

Harmoniser le fonctionnement de l'Aide Sociale à l'Enfance sur l'ensemble du territoire

Donner **plus de moyens** aux acteurs de la Protection de l'Enfance

Enquêter et contrôler davantage les centres et familles d'accueil

Continuer **le suivi des jeunes majeurs** à leur sortie de l'ASE

“ Exemples de propositions plébiscitées :

L'Enfant Bleu

Il faut une harmonisation nationale des protocoles de l'aide sociale à l'enfance pour mieux protéger un enfant quel que soit son département

90%

Colette

Il faut procurer aux professionnels de l'ASE, aux éducateurs, psychologues etc. les moyens de réaliser décemment leur travail

90%

Sylvie

Il faut contrôler sérieusement les ASE et les orphelinats où les enfants ne bénéficient pas de la protection de parents

87%

Myriam

Il faut contrôler, suivre et enquêter plus rigoureusement sur les familles d'accueil, et ce, dès un signalement ou un doute.

88%

Groupe SOS Jeunesse

Il faut penser des dispositifs adaptés pour les enfants en situation de handicap suivis ou placés en protection de l'enfance.

89%

10%

stephanie

Il faut accompagner et suivre les enfants qui sortent à 18 ans de l'aide sociale à l'enfance. Le choc est violent pour eux

86%

10%

Améliorer la prise en charge psychologique et matérielle des victimes

Les citoyens sont massivement d'accord pour :

Systématiser le **suivi psychologique** et l'accompagnement thérapeutique des victimes, enfants et adultes et le rembourser.

Donner **plus de moyens** aux structures d'accompagnement des victimes

Mieux reconnaître et traiter les **violences psychologiques**

Recruter davantage de **professionnels spécialisés** dans les écoles

Considérer **les enfants témoins** de violences conjugales comme des victimes

Exemples de propositions plébiscitées :

Face à l'inceste (ex AIVI)

Il faut une prise en charge pluridisciplinaire de l'enfant présumé victime avec un accompagnement psychologique systématique gratuit.

90%

Nathalie

Il faut donner plus de moyens financiers aux structures d'accueil des enfants maltraités

88%

solen

Il faut ouvrir beaucoup plus de structures adaptées aux enfants handicapés et soutenir concrètement les parents

88%

Audrey

Il faut élargir la prise en charge des enfants, avec la reconnaissance des violences psychologiques (contexte sectaire, violences verbales)

86%

11%

Lulu

Il faut embaucher du personnel spécialisé dans les écoles. Les profs enseignent et ne peuvent pas être psy, assistants sociaux, infirmiers..

85%

11%

Florence

Il faut faire reconnaître les enfants en tant que co-victimes quand ils voient leur mère se faire frapper

90%

Mieux prendre en charge et accompagner les personnes violentes ou à risque

Les citoyens sont massivement d'accord pour :

Accompagner les parents dans l'éducation de leurs enfants et les aider à ne pas recourir à la violence lorsqu'ils se sentent dépassés.

Aider les enfants qui ont subi des violences à ne pas reproduire le même schéma en grandissant.

💬 Exemples de propositions plébiscitées :

Clémence

Il faut mettre en place un accueil spécifique, formé et bienveillant, pour les parents qui se découvrent violents et souhaitent se soigner.

83% 11%

Emma

Il faut que les enfants ayant été victimes de maltraitances soient suivis dans un cadre bienveillant pour éviter la reproduction de schémas

88%

TW

Il faut offrir aux parents qui sont conscients de leur violence la possibilité d'être accompagnés pour sortir de cette spirale

86%

Sylvie

Il faut appliquer réellement les mesures prévues pour soutenir les parents d'enfants au comportement difficile (autistes, hyperactifs...).

89%

michelle

Il faut apprendre aux parents qu'il n'est pas honteux de demander de l'aide, au contraire...au médecin de famille ou toute autre instance

86% 10%

Camille

Il faut développer l'accompagnement à la parentalité : travail avec les familles sur ce qu'est la violence, élever son enfant sans violence

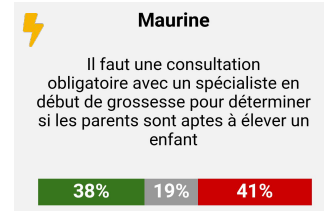
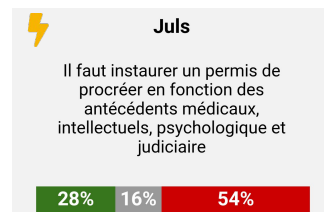
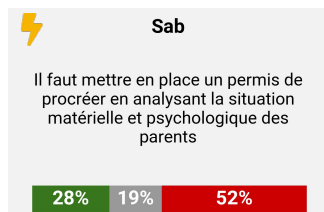
84% 10%

Les idées controversées

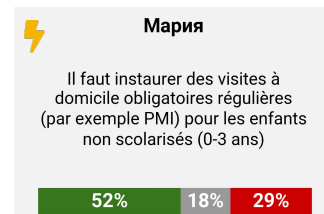
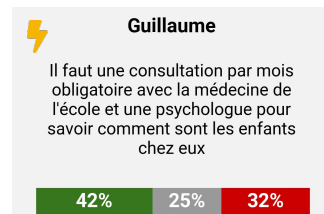
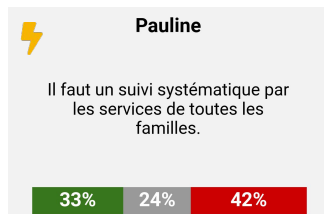
Les idées controversées

Les idées “controversées” témoignent d'un clivage important au sein de la société : elles recueillent globalement une forte adhésion et un net rejet.

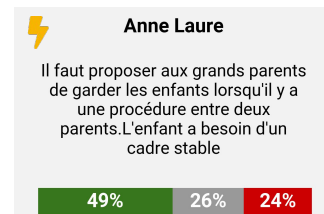
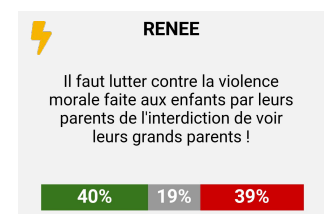
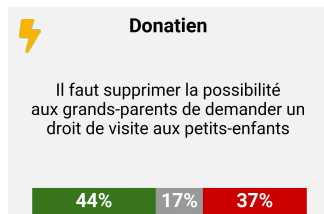
La mise en place d'un permis autorisant à avoir un enfant



La mise en place d'un suivi obligatoire pour tous les parents

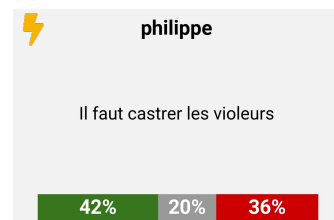
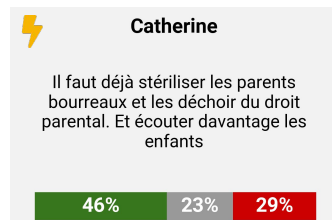
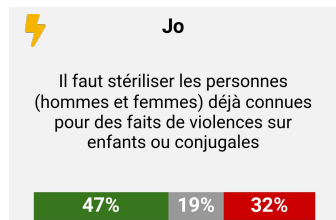


La place des grands-parents au sein de la famille

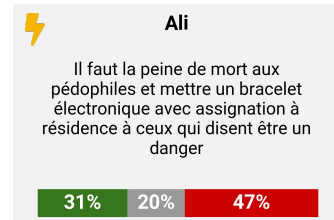
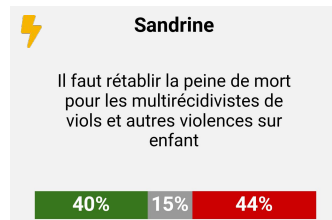
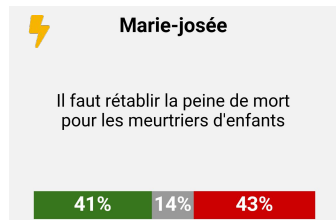


Les idées controversées

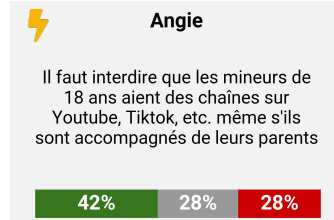
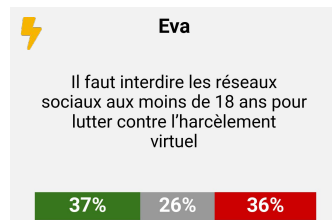
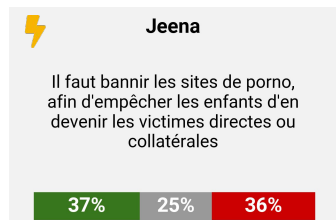
L'application de sanctions comme la stérilisation ou la castration chimique.



Le rétablissement de la peine de mort



L'interdiction d'accès de certains sites et réseaux sociaux



La consultation : [Enfants & Ados]

Chiffres clés de la consultation

Consultation réalisée du 23/09/2020 au 22/11/2020

Question : Comment protéger les enfants et adolescents contre toutes les formes de violences ?



397

participant(e)s



44

propositions déposées



2 933

votes sur l'ensemble des propositions

Propositions populaires dans la consultation [Enfants & Ados]

Propositions semblables aux idées plébiscitées dans la consultation générale

Léa,
15 ans

Il faut en parler davantage à l'école afin que ça ne soit plus un sujet « sensible » ou « tabou ».

90%

Héloïse,
17 ans

Il faut mieux sensibiliser et former les professeurs pour qu'ils puissent reconnaître les enfants abusés/harcelés/dépressifs

92%

Colette,
10 ans

Il faut parler de ce sujet à l'école en disant qu'il ne faut ni taper les autres, ni harceler

81%

13%

Louise,
11 ans

Il faut les écouter et les aider

97%

Pierre Louis,
15 ans

Il faut renforcer la loi sur les sanctions

65%

22%

11%

Astrid,
15 ans

Il faut que chacun sache qu'il a le droit de demander de l'aide et que en aucun cas il ne mérite ces souffrances

95%

Autres propositions

Anna,
10 ans

Il faut créer des classes spéciales dans les écoles pour les enfants plus violents où il apprendraient à respecter les autres enfants.

33%

12%

53%

Rose,
14 ans

Il faut que des caisses accessibles et visibles pour tous soient mises en place pour récolter de l'argent destiné aux enfants dans le besoin

36%

36%

27%

Astrid,
13 ans

Il faut essayer de comprendre pourquoi certains adultes sont violents envers les enfants.

61%

17%

21%

La consultation harcèlement scolaire : **Ramsay Santé**

Chiffres clés de la consultation

Consultation réalisée du 15/07/2020 au 30/09/2020

Question : Comment protéger les jeunes contre le harcèlement scolaire ?



13 835

participant(e)s



395

propositions déposées



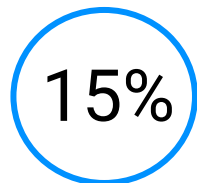
42 144

votes sur l'ensemble des propositions

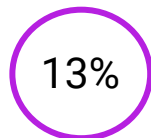
10 idées plébiscitées

(en % des 93 propositions plébiscitées de la consultation)

Milieu scolaire : 5 idées plébiscitées



Former les professionnels de l'enseignement et du péri-scolaire



Modifier les programmes scolaires et enseigner davantage les savoirs-être



Mettre en place de nouveaux fonctionnements dans les établissements scolaires

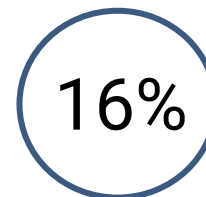


Encourager la solidarité des élèves face aux situations de harcèlement



Faire venir des intervenants extérieurs dans les établissements scolaires

Sanctions : 1 idée plébiscitée



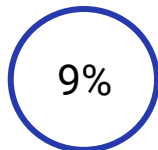
Appliquer et durcir les sanctions, notamment envers les harceleurs

Cyber-harcèlement : 1 idée plébiscitée



Lutter contre le cyber-harcèlement

Prise en charge et aide aux victimes : 3 idées plébiscitées



Favoriser le dialogue et la communication



Trouver un dispositif de communication qui permette l'anonymat



Mieux accompagner et responsabiliser les parents

